

Vulnérabilité sanitaire et environnementale dans les quartiers inondables de la commune de Cap-Haïtien, Haïti

Bilomba Ngandu Pontien ¹, von Frenckell Marianne ², Ozer Pierre ^{3*}

KEYWORDS: — Risques sanitaires, précarité, gouvernance, adaptation, inhabitabilité.

ABSTRACT: — La ville de Cap-Haïtien s'est étalée ces dernières années sur des zones fortement exposées aux inondations et construite au profit de la mangrove et sur la 'poldérisation' sur déchets (GRACIUS & OZER, 2017). Dans ce contexte, une étude sur la vulnérabilité sanitaire et environnementale a été menée afin d'évaluer les risques sanitaires. Celle-ci se base sur les données cliniques du centre de traitement du choléra et des diarrhées aiguës de l'hôpital universitaire Justinien de la commune de Cap-Haïtien importées dans un système d'information géographique (Arc GIS 10.1), des entretiens avec les autorités ainsi que des enquêtes transversales socio-environnementales auprès de 102 ménages. Il ressort de l'évaluation des facteurs de risques liés à la dégradation de l'environnement dans ces zones, densément peuplées et à urbanisation incontrôlable, l'insuffisance – voire la quasi absence – des services vitaux notamment du système de gestion de l'assainissement, 71% de notre population d'étude ne disposent pas d'installation hygiéniques, il n'existe aucun plan opérationnel de gestion des eaux usées et des déchets solides pour la ville. Tout finit par être jeté le long de la rivière ou de la mer, sur les voies publiques et dans les canaux de drainage en violation avec les textes de lois existants. Le système d'approvisionnement en eau potable n'est pas fonctionnel depuis près d'une décennie, laissant ainsi ce secteur aux acteurs privés à 81%, sans aucun système régulier de surveillance de la qualité. Quant à l'inaccessibilité aux soins de santé de qualité, il appert que – malgré la bonne couverture de la ville en structures médicales – les frais exorbitants de consultation et d'examen de laboratoire poussent la population enquêtée à recourir dans 67% de cas à l'automédication en première instance face à une maladie. Le syndrome pseudo palustre et les maladies diarrhéiques ont été notés dans les deux semaines précédant notre enquête avec une prévalence respective de 42 et 27%. A ceux-ci s'ajoutent les infections de la peau, les infections urinaires, etc. dont la prévalence élevée est notée pendant les périodes de fortes précipitations. Les inondations de plus en plus fréquentes sont non seulement des vecteurs des risques sanitaires mais constituent également des événements traumatisants dont les impacts sur la santé mentale nécessitent d'intégrer une sensibilisation des victimes et des intervenants médicaux et secouristes aux conséquences psychologiques des catastrophes naturelles pour une prise en charge précoce. Face à l'inapplication des lois existantes, les capacités limitées à faire face de cette population nécessitent un encadrement et une éducation adéquate au changement de comportements afin de limiter la dégradation de l'environnement et réduire ainsi les risques sanitaires.

REFERENCES

GRACIUS, G. J. & OZER, P. 2017. Cap-Haïtien ou comment construire le risque d'inondations en une décennie. — *Geo-Eco-Trop*, **41**: in press.

¹ Diplômé en Master de spécialisation en Gestion des risques et des catastrophes, Université de Liège, Liège, Belgique.

² Département des Sciences et Gestion de l'Environnement, Université de Liège, Arlon, Belgique.

³ UR SPHERES / The Hugo Observatory, Université de Liège, Liège, Belgique

* Corresponding Author. Email: pozer@uliege.be